

# ENDETTEMENT D'EDF, EXPLOSION DES FACTURES, ATTAQUES SUR LES SALARIÉS, DES ALTERNATIVES EXISTENT !

**L'inflation s'est accélérée ces derniers mois pour toute la population. Pour les électriciens et gaziers elle équivaut à la baisse de plus de 2 NR/agents depuis le début de l'année.**

Cette inflation a plusieurs causes, mais une de ses principales sources est la flambée des prix de l'énergie depuis septembre 2021, impactant de facto tous les produits manufacturés.

Des réformes doivent être mises en œuvre dans le domaine énergétique pour stopper les effets désastreux des logiques de marché seulement tournées

vers le profit et les dividendes. Ce dogme de la concurrence a balayé la nécessité de planification de moyens de production pilotables. La « main invisible du marché » et maintenant bien visible : envolée des prix de l'électricité due à l'atténuation des marges pour faire face à la demande et sous-investissement dans le parc de production en exploitation !

## Contre quoi nous battons nous ?

**Pour tous les agents, ces choix politiques ont été accompagnés à EDF de plans de performances et autres plans d'économie ! Traduction : dégradation continue des salaires, de la reconnaissance, du sens au travail, des conditions de travail et diminution des effectifs.**

**Et OUI, les défenseurs de la sainte pensée de la « libre concurrence » engendrent des effets contre les usagers mais aussi contre les agents.**

Le Président de la République a perdu une bataille lors de son premier mandat : faire passer son projet Hercule pour livrer le secteur électrique aux acteurs financiers.

Désormais entêté dans son utopie libérale et pour masquer une hausse directe et immédiate des tarifs aux usagers, le gouvernement Macron pique dans les caisses d'EDF pour soutenir des « négociants » financiers (sans assurance d'une répercussion effective sur les consommateurs sauf pour ceux qui reviendraient, s'ils y arrivent, au tarif réglementé d'EDF qui a été bloqué à +4%TTC en février 2022).

On peut s'attendre à ce qu'avec les mêmes causes (tension durable du marché), le gouvernement utilise les mêmes leviers !

Macron voudra sauver toujours plus les fournisseurs artificiels d'électricité au détriment du Service Public ! La CRE ne remet pas en cause le système et préconise son accentuation (en demandant de passer l'ARENH de 120 à 130 TW/h) avec toujours plus d'électricité nucléaire bradée pour les négociants privés.

**LE LEVIER SERAIT DONC BIEN LA STRUCTURE DE L'ENTREPRISE  
ET PAR RICOCHET : LES SALARIÉS !**

**VOILÀ CONTRE QUOI SE BAT LA FNME-CGT :  
UNE POLITIQUE TOUJOURS PLUS LIBÉRALE AU DÉTRIMENT DU  
SERVICE PUBLIC ET DE L'ENSEMBLE DES TRAVAILLEURS QUI  
LE FONT VIVRE !**



Montrouil, le 15 juin 2022

## Que proposons nous ?

La FNME-CGT combat la baisse du pouvoir d'achat et lutte pour que chaque citoyen ait accès à ce besoin de première nécessité qu'est l'électricité. L'urgence de la maîtrise des factures impose une réponse crantée qui préservera in fine les intérêts des salariés.

### MESURE D'URGENCE

#### **Pas de hausse de la facture électrique pour 2023.**

C'est possible ! En se basant sur des travaux du CSEC d'EDF SA, la FNME-CGT propose de :

- Récupérer l'ensemble de la production nucléaire bradée via le mécanisme d'ARENH (réglementairement possible en cas de « situation exceptionnelle »).
- Établir une nouvelle méthode de calcul des tarifs basé sur les 80% de production d'électricité décarbonée (Nucléaire et Hydraulique) limitant ainsi à +16% le tarif sur 2023.

**LA FNME-CGT EXIGE ÉGALEMENT LE PASSAGE DE LA TVA À 5,5%  
COMME POUR TOUT PRODUIT DE PREMIÈRE NéCESSITÉ.**

**L'ADDITION DE CES DISPOSITIONS PERMETTRAIT AINSI LA STABILITÉ DU  
TARIF DE L'ÉLECTRICITÉ.**

Ces 3 leviers sont immédiatement applicables, conformes aux règles européennes actuelles, permettent une stagnation de la facture dès 2023, sécurisent les investissements nécessaires sur le parc de production ainsi que la maîtrise de l'endettement d'EDF.

L'Espagne et le Portugal ont su et ont pu prendre des mesures spécifiques face à la crise, pourquoi pas la France ?

**La FNME-CGT ne défend pas aveuglément EDF, elle défend avant tout ses salariés et un modèle responsable qui répond tant à l'intérêt général qu'à l'intérêt des agents.**

**Aussi en-dehors des réponses ci-dessus pour faire face à l'urgence,  
la FNME-CGT revendique des réponses politiques.**

### RÉFORME PÉRENNE

**Par son Programme Progressiste de l'Énergie, la FNME-CGT propose :**

- **Une sortie immédiate du marché des biens de première nécessité que représentent l'électricité mais aussi le gaz pour tous les usagers.** Le marché ayant démontré son échec par l'augmentation des factures, par la fragilisation des réseaux et la dégradation des services.
- **Renationalisation des 2 filières avec, côté électricité le passage d'EDF en EPIC** lui donnant la possibilité de mettre en œuvre une véritable transition énergétique accessible à tous, basée sur des expertises et de réelles compétences métiers et non orienter les objectifs sur la maximisation des bénéfices.
- **L'accès à l'énergie, électrique et gazière, comme un droit constitutionnel.**

Cette proposition progressiste se base sur un bilan de la déréglementation du secteur et sur une volonté de réussir le défi climatique qui est devant nous mais aussi sur la nécessité de renverser les politiques

d'entreprises qui s'attaquent toujours plus aux garanties collectives des salariés.

A la veille de la mise en place d'une nouvelle représentation parlementaire, le gouvernement doit agir pour l'intérêt général.

**La FNME-CGT est force de proposition pour défendre les travailleurs et pour stopper durablement l'inflation des factures d'électricité et de gaz, et pas à coup de « chèques énergie ou bouclier tarifaire » ne répondant en rien aux problématiques structurelles d'EDF, aux enjeux climatiques, de précarité énergétique et de pouvoir d'achat des usagers !**

**SERVICE PUBLIC DE L'ÉNERGIE :  
USAGERS, TRAVAILLEURS ET RETRAITÉS, MÊME COMBAT !**